



BORA
6 rue Raoul Nordling
92277 Bois-Colombes Cedex
www.grtgaz.com

Consultation de la Commission de Régulation de l'Energie du 26 juillet 2013 relative aux conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz des consommateurs gazo-intensifs

La CRE propose deux options en vue de faire bénéficier les sites gazo-intensifs du sud de la France d'un accès privilégié au réseau de transport de gaz. GRTgaz se tient prêt à étudier l'application de chacune de ces options en intégrant les caractéristiques décrites par la CRE.

Dans ce sens, GRTgaz estime que les modalités de la mise en œuvre des deux options proposées ne sont pas équivalentes et GRTgaz attire particulièrement l'attention sur la complexité, le coût potentiel ainsi que le délai nécessaire de mise en œuvre de l'option 1. GRTgaz tient à préciser en particulier les difficultés suivantes liées à l'option 1 :

- Cette option conduirait à une importante complication de la gestion de l'équilibrage physique des zones Nord et Sud. La perspective de rapprochement des zones de marché GRTgaz Sud et TIGF serait également rendue plus complexe dans ce contexte. GRTgaz pourrait en outre être amené à utiliser fréquemment des outils physiques de flexibilité pour équilibrer le système gaz dans son ensemble, ce qui semble aller à l'encontre de l'esprit du code de réseau équilibrage dont l'implémentation par GRTgaz a pour cible le 1er avril 2015.
- L'obligation de nomination spécifique sur ces sites conduirait à une certaine désoptimisation du fait de la moindre souplesse offerte à l'expéditeur sans qu'une garantie soit nécessairement apportée sur la disponibilité effective des quantités non nominées.
- Comme indiqué dans la consultation, les sites gazo-intensifs raccordés aux réseaux de distribution ne pourraient pas bénéficier de cette option.
- Du fait de la non commercialisation de la capacité dédiée à la mise en œuvre de cette option, son application conduirait à une perte de revenu pour GRTgaz qui serait répercutée sur le tarif d'acheminement.

Par ailleurs la notion de site gazo-intensif telle qu'elle a été introduite dans le code de l'énergie nécessite un texte réglementaire d'application afin notamment de préciser la définition de ce type de site. Dans ce sens, la précision dans l'option 1 que le dispositif concerne les clients gazo-intensifs peu modulés nous paraît importante pour la mise en place de cette option.

GRTgaz souhaite aussi que soit clarifiée la notion de « site gazo-intensif disposant d'un contrat d'acheminement » ainsi que celle d'« expéditeur titulaire d'un contrat de raccordement ».

Enfin, la CRE propose que les capacités acquises lors de la phase 1 ne puissent être revendues sur le marché secondaire à un prix supérieur au prix régulé : GRTgaz n'est pas en mesure d'effectuer un tel contrôle.